

Art. 12. Le Président, les membres de la commission ainsi que leurs suppléants bénéficient des dispositions en vigueur pour les membres du Comité de gestion de l'Office en ce qui concerne les jetons de présence et les frais de séjour et de déplacement.

Art. 13. Les frais d'administration de la commission, en ce compris les rémunérations du personnel visé à l'article 11 ainsi que les frais résultant des missions qui lui sont confiées, sont répartis chaque année proportionnellement aux masses de pension servies respectivement par le régime commun de pension des pouvoirs locaux, le régime des nouveaux affiliés à l'Office et l'institution de prévoyance.

Les frais résultant, pour le régime commun de pension des pouvoirs locaux et le régime des nouveaux affiliés à l'Office, de l'application de l'alinéa 1er sont ajoutés chaque année à la masse des pensions à répartir dans le régime concerné.

La charge supportée par les institutions de prévoyance en application de l'alinéa 1er est répartie proportionnellement à la masse des pensions servies par chacune d'entre-elles.

Les frais résultant, pour l'institution de prévoyance, de l'application des alinéas 1er et 3 sont supportés par les administrations locales concernées proportionnellement à leur masse de pension respective.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Art. 15. Notre Ministre des Pensions, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1993..

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,

F. WILLOCKX

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBACK

Le Ministre des Affaires sociales,

B. ANSELME

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

F. WILLOCKX

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBACK

De Minister van Sociale Zaken,

B. ANSELME

F. 93 — 2993

[C — 3858]

8 DECEMBRE 1993. — Arrêté royal portant exécution de certaines dispositions de la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, notamment les articles 1er à 9 et 133;

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 161;

Vu la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations, notamment les articles 4, § 5; 7, § 2 et 15, § 2;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1985 portant exécution du chapitre 1er, section 1re de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales du 29 novembre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que les dispositions du présent arrêté portent exécution de certains articles de la loi du 6 août 1993 qui entrera en vigueur le 1er janvier 1994; qu'il importe que ces mesures soient adoptées dans les plus brefs délais afin de permettre aux administrations locales qui le souhaitent de solliciter, le cas échéant avant la date précitée, leur affiliation au régime des nouveaux affiliés à l'Office et de satisfaire dans les délais impartis aux obligations qui leur sont imposées;

N. 93 — 2993

[C — 3858]

8 DECEMBER 1993. — Koninklijk besluit tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de plaatselijke besturen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op de artikelen 1 tot 9 en 133;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikel 161;

Gelet op de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de plaatselijke besturen, inzonderheid op de artikelen 4, § 5, 7, § 2 en 15, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1985 tot uitvoering van hoofdstuk 1, sectie 1, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en de plaatselijke overheidsdiensten van 29 november 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, die verantwoord wordt door het feit dat de bepalingen van dit besluit sommige artikelen van de wet van 6 augustus 1993, die op 1 januari 1994 in werking treedt, uitvoert; dat het belangrijk is dat deze maatregelen zo vlug mogelijk worden aangenomen om het de plaatselijke besturen die dit wensen, mogelijk te maken eventueel vóór die datum hun aansluiting bij het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangesloten te vragen en binnen de opgelegde termijnen te voldoen aan de hun opgelegde verplichtingen;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions, de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

a) « la loi » : la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales;

b) « l'Office » : l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales;

c) « l'administration locale » : l'administration affiliée à l'Office en vertu de l'article 32 des lois coordonnées sur les allocations familiales et à laquelle les dispositions de l'article 161 de la nouvelle loi communale sont applicables;

d) « le régime commun de pension des pouvoirs locaux » : le régime auquel sont affiliés les membres du personnel de l'administration locale, en application de l'article 161, alinéas 1er et 2 de la nouvelle loi communale;

e) « le régime des nouveaux affiliés à l'Office » : le régime auquel, en application de l'article 4 de la loi, les administrations locales affiliées à l'Office la totalité ou une partie des membres de leur personnel pourvus d'une nomination définitive;

f) « l'institution de prévoyance » : l'institution créée pour pratiquer la gestion de fonds collectifs de pensions de retraite et de survie avec laquelle une administration locale a conclu une convention pour le service des pensions des membres de son personnel pourvu d'une nomination définitive et des ayants droit de ceux-ci.

Art. 2. L'administration locale qui décide d'affilier au régime des nouveaux affiliés à l'Office son personnel non affilié au régime commun de pension des pouvoirs locaux est tenue d'introduire une demande d'affiliation, par lettre recommandée à la poste, adressée à l'Office. Cette demande doit préciser à quel service l'administration locale a, conformément à l'article 5 de la loi, décidé de confier la gestion et le paiement des pensions de retraite et de survie qui relèveront du régime des nouveaux affiliés à l'Office.

La demande d'affiliation visée à l'alinéa 1er produit ses effets le premier janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle elle a été introduite.

Art. 3. Sur la base des renseignements contenus dans sa banque de données prestations-salaires, l'Office estime le montant de la masse salariale qui, au cours de l'année d'affiliation, sera liquidée par l'administration locale au personnel nommé qu'elle désire affilier au régime des nouveaux affiliés à l'Office.

L'administration locale est tenue de fournir à l'Office tous les renseignements que cet Office estime nécessaires afin de déterminer la charge des pensions de retraite et de survie qui prendront cours durant l'année d'affiliation.

L'administration locale est tenue de communiquer à l'Office une liste nominative des bénéficiaires de pensions de retraite ou de survie en cours à la date d'introduction de la demande d'affiliation. Les pensions mentionnées sur cette liste sont classées d'après leur date de prise de cours. La liste indique, pour chaque pension, le montant mensuel brut de la pension à la date d'introduction de la demande d'affiliation tel qu'il résulte de l'ensemble de la réglementation qui est applicable à cette pension, tous les éléments qui ont été utilisés pour la détermination de ce montant ainsi que tous les éléments nécessaires pour déterminer l'évolution future de celui-ci.

Sur la base des éléments visés aux alinéas précédents, l'Office fixe provisoirement pour chaque administration locale la date ultime de prise de cours à partir de laquelle les pensions peuvent être reprises.

Art. 4. Dans le courant de l'année qui suit celle de l'affiliation, l'Office fixe définitivement pour chaque administration locale la date ultime de prise de cours à partir de laquelle les pensions sont reprises. Pour déterminer cette date ultime, il est tenu compte d'estimations définitives de la masse salariale visée à l'article 3, alinéa 1er ainsi que d'estimations définitives tant de la charge des pensions visées à l'article 3, alinéa 2 que de la charge des pensions qui peuvent être reprises. Ces estimations de la charge des pensions sont établies sur la base des montants mensuels bruts dus pour toute l'année d'affiliation.

Art. 5. Afin de permettre la gestion et le paiement des pensions reprises par le régime des nouveaux affiliés à l'Office, l'Office communique pour chacune de celles-ci soit à l'Administration des pensions, soit à l'institution de prévoyance, les renseignements visés à l'article 3, alinéa 3.

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

a) « de wet » : de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de plaatselijke besturen;

b) « de Rijksdienst » : de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

c) « het plaatselijk bestuur » : het bestuur aangesloten bij de Rijksdienst krachtens artikel 32 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag en waarop de bepalingen van artikel 161 van de nieuwe gemeentewet van toepassing zijn;

d) « het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale overheden » : het stelsel waarbij de personeelsleden van het plaatselijk bestuur zijn aangesloten, met toepassing van artikel 161, eerste en tweede lid, van de nieuwe gemeentewet;

e) « het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangesloten » : het stelsel waarbij de plaatselijke besturen, het geheel of een gedeelte van hun vastbenoemde personeelsleden aansluiten bij de Rijksdienst met toepassing van artikel 4 van de wet;

f) « de voorzorginstelling » : de instelling opgericht voor het voeren van het beheer over collectieve rust- en overlevingspensioenfondsen waarmee een plaatselijk bestuur een overeenkomst heeft gesloten voor het verstrekken van de pensioenen van zijn vastbenoemde personeelsleden en van hun rechthebbenden.

Art. 2. Het plaatselijk bestuur dat beslist zijn niet bij het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale overheden aangesloten personeel aan te sluiten bij het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangeslotenen, moet met een ter post aangeteekende zending een aansluitingsaanvraag richten tot de Rijksdienst. Deze aanvraag moet preciseren aan welke dienst het plaatselijk bestuur beslist heeft, overeenkomstig artikel 5 van de wet, het beheer en de betaling van de rust- en overlevingspensioenen die van het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangeslotenen afhangen, toe te vertrouwen.

De in het eerste lid bedoelde aansluitingsaanvraag heeft uitwerking op 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin ze werd ingediend.

Art. 3. De Rijksdienst raamt het bedrag van de loonmassa die tijdens het jaar van de aansluiting door het plaatselijk bestuur zal betaald worden aan het benoemd personeel dat het wenst aan te sluiten bij het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangeslotenen, en dit op basis van de inlichtingen in zijn databank lonen-prestaties.

Het plaatselijk bestuur moet aan de Rijksdienst alle gegevens verstrekken die deze dienst nodig acht voor het vaststellen van de last van de rust- en overlevingspensioenen die tijdens het jaar van de aansluiting zullen ingaan.

Het plaatselijk bestuur moet aan de Rijksdienst een naamlijst verstrekken van de begunstigden van rust- of overlevingspensioenen die lopen op de datum van de aansluitingsaanvraag. Op deze lijst worden de pensioenen vermeld in volgorde van hun ingangsdatum. De lijst bevat voor ieder pensioen het brutomaandbedrag van het pensioen op de datum van de indiening van de aansluitingsaanvraag, vastgesteld op grond van het geheel van de regelgeving die op dat pensioen toepasselijk is, alle elementen die gebruikt werden voor het bepalen van dit bedrag en alle elementen die nodig zijn om de toekomstige evolutie ervan te bepalen.

Op basis van de in de vorige leden bedoelde elementen, bepaalt de Rijksdienst voor elk plaatselijk bestuur voorlopig de uiterste ingangsdatum vanaf welke de pensioenen kunnen worden overgenomen.

Art. 4. In de loop van het jaar dat volgt op dat van de aansluiting bepaalt de Rijksdienst voor elk plaatselijk bestuur definitief de uiterste ingangsdatum vanaf welke de pensioenen worden overgenomen. Om deze uiterste datum vast te stellen wordt er rekening gehouden met definitieve ramingen van de in artikel 3, eerste lid bedoelde loonmassa en met definitieve ramingen van de in artikel 3, tweede lid bedoelde pensioenlast en van de last van de pensioenen die kunnen worden overgenomen. Deze ramingen van de pensioenlast worden opgesteld op basis van de brutomaandbedragen die verschuldigd zijn voor het volledige jaar van de aansluiting.

Art. 5. Om het beheer en de betaling van de pensioenen die door het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangeslotenen worden overgenomen mogelijk te maken, deelt de Rijksdienst voor elk van die pensioenen in artikel 3, derde lid bedoelde inlichtingen mee, hetzij aan de Administratie der Pensioenen, hetzij aan de voorzorginstellingen.

Art. 6. Les sommes dues en application de l'article 7, § 1er de la loi sont assimilées à des cotisations de pension visées à l'article 1er, *f*, de l'arrêté royal du 25 octobre 1985 portant exécution du chapitre 1er, section 1re, de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales. Les dispositions contenues dans les chapitres Ier, II, IV, V, VI et VII de cet arrêté leur sont applicables.

Art. 7. Les sommes dues en application de l'article 14, §§ 1er et 2 de la loi sont assimilées à des cotisations de pension visées à l'article 1er, *f*, de l'arrêté royal du 25 octobre 1985 portant exécution du chapitre 1er, section 1re, de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales. Les dispositions contenues dans les chapitres II, IV, V, VI et VII de cet arrêté leur sont applicables.

La créance de l'Office se rapportant à ces sommes se prescrit par trois ans à dater de son exigibilité. La date d'exigibilité est celle de la notification du montant de la charge financière à l'administration locale concernée par lettre recommandée de l'Office. La prescription de la créance est interrompue par une lettre recommandée à la poste ou par une citation en justice.

Art. 8. Par dérogation à l'article 2, alinéa 2, les demandes d'affiliation introduites avant le 30 juin 1994 produisent leurs effets au 1er janvier 1994.

Art. 9. Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1er janvier 1994.

Art. 10. Notre Ministre des Pensions, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
F. WILLOCKX

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBACK

Le Ministre des Affaires sociales,
B. ANSELME

F. 93 — 2994

21 DECEMBRE 1993. — Arrêté ministériel relatif au calendrier des émissions de certificats de trésorerie libellés en francs pour l'année 1994

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991 relatif à l'émission de certificats de trésorerie libellés en francs, notamment l'article 8,

Arrête :

Article 1er. Pour l'année 1994, le calendrier des émissions et des paiements des fonds des certificats de trésorerie libellés en francs est fixé comme suit :

Art. 6. De bedragen die verschuldigd zijn met toepassing van artikel 7, § 1 van de wet, worden gelijkgesteld met pensioenbijdragen bedoeld in artikel 1, *f*, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1985 tot uitvoering van hoofdstuk 1, sectie 1 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen. De bepalingen van de hoofdstukken I, II, IV, V, VI en VII van dat besluit zijn erop toepasbaar.

Art. 7. De bedragen die verschuldigd zijn met toepassing van artikel 14, §§ 1 en 2 van de wet, worden gelijkgesteld met pensioenbijdragen bedoeld in artikel 1, *f*, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1985 tot uitvoering van hoofdstuk 1, sectie 1 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen. De bepalingen van de hoofdstukken II, IV, V, VI en VII van dat besluit zijn erop toepasselijk.

De schuldbordering van de Rijksclienst betreffende deze bedragen verjaart na verloop van drie jaar vanaf haar opeisbaarheid. De datum van opeisbaarheid is deze van de betekenis van het bedrag van de financiële last aan het plaatselijk bestuur door middel van een aangetekende brief van de Rijksclienst. De verjaring van de schuldbordering wordt gestuurd door een ter post aangetekende brief of door een gerechtelijke dagvaarding.

Art. 8. In afwijking van artikel 2, tweede lid, hebben de aansluitingsaanvragen ingediend vóór 30 juni 1994 uitwerking met ingang van 1 januari 1994.

Art. 9. De bepalingen van dit besluit treden in werking op 1 januari 1994.

Art. 10. Onze Minister van Pensioenen, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 december 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
F. WILLOCKX

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBACK

De Minister van Sociale Zaken,
B. ANSELME

N. 93 — 2994

21 DECEMBER 1993. — Ministerieel besluit betreffende de kalender van de uitgiften van in franken uitgedrukte schatkistcertificaten voor het jaar 1994

De Minister van Financiën,

Gelet op het ministerieel besluit van 24 januari 1991 betreffende de uitgave van in franken uitgedrukte schatkistcertificaten, inzonderheid artikel 8,

Besluit :

Artikel 1. Voor het jaar 1994 is de kalender van de uitgiften van in franken uitgedrukte schatkistcertificaten en de betaling van de gelden vastgesteld als volgt :